



DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT

Projet de plateforme de concassage, criblage, broyage et
recyclage de matériaux

BRUNO TP
SAIANTE-FOY-TARENTEISE (73)

Pièce jointe n° 4 : Compatibilité aux documents
d'urbanisme communaux



KALIÈS

Étude & conseil
en environnement,
énergie & risques industriels

REVISIONS

Date	Version	Objet de la version
04/05/2023	1	Création du document
04/10/2023	2	Modification du document

Ce dossier a été réalisé par :



Agence Auvergne Rhône-Alpes
Espace des portes de l'Est, 11 rue Aimé Cotton, 69800 Saint-Priest
04 87 34 05 14

Rédigé par :
DELLONG Maud

Chef de projet

Et validé par :
BAYLE Sophie

Responsable d'agence

TABLE DES MATIERES

I. Plan Local d'Urbanisme (PLU) et Zonage	1
II. Règlement du PLU.....	2
III. Servitudes d'utilités publiques	13
IV. Projet d'aménagement et de développement durable (PADD)	14
V. Orientation d'Aménagement et de Programmation	16
VI. Plan de prévention des risques naturels Prévisibles (PPRn).....	17

LISTE DES FIGURES

Figure 1. Extrait du zonage de la commune de Sainte-Foy-Tarentaise (Source : PLU de Sainte-Foy-Tarentaise).....	1
Figure 2. Lignes électriques à haute tension à proximité du site	13
Figure 3. Carte de zonage présentant la localisation du site sur le périmètre du PPRn	17

I. PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) ET ZONAGE

Le site est localisé sur la commune de Sainte-Foy-Tarentaise concernée par un Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du 14 novembre 2018.

D'après le plan de zonage du PLU de Sainte-Foy-Tarentaise, le territoire est divisé en quatre zones :

- Les zones urbaines, dites « U » : elles comprennent les zones et secteurs UA, UH, UT et UX.
- Les zones à urbaniser, dites « A » : elles comprennent les zones et secteurs A, Ae, Af et Ap.
- Les zones agricoles : A, Ae, Af et Ap.
- Les zones naturelles et forestières : N.

Le site est localisé au nord-ouest du centre urbain de la commune de Sainte-Foy-Tarentaise, au droit des parcelles cadastrales 2162, 2168, 2165, 2166, 2171, 2557p et deux parcelles non cadastrées (partiellement au nord-est et au sud-ouest du site) de la section OA concernées par le zonage Nx dédié aux « espaces de stockage inerte ». La figure ci-dessous illustre les parcelles du site sur les zones du PLU de la commune.



Figure 1. Extrait du zonage de la commune de Sainte-Foy-Tarentaise (Source : PLU de Sainte-Foy-Tarentaise)

Le projet est compatible avec le PLU de la commune de Sainte-Foy-Tarentaise. De plus, le Maire de la commune de Sainte-Foy-Tarentaise, propriétaire du site exploité par Bruno TP, a confirmé sa

position par rapport à la compatibilité de l'activité avec l'affectation des sols prévu par le PLU. Ce courrier est disponible en annexe 1 du présent document.

II. REGLEMENT DU PLU

Le règlement du PLU associé à la zone Nx est synthétisé dans le tableau ci-après.

Tableau 1. Analyse de la conformité des prescriptions du PLU de la commune de Sainte-Foy-Tarentaise vis-à-vis des activités de Bruno TP

Prescriptions réglementaires applicables au zonage Nx et Ne		Position de Bruno TP vis-à-vis de ses activités
Article N1 - Occupation ou utilisations du sol interdites	<p>1 Pour les zones, toutes les occupations du sol sont interdites à l'exception de celles définies à l'article N2 I.</p> <p>IV - Dans le <u>secteur Nx</u>, toutes les occupations et utilisations du sol sont interdites sauf celles prévues à l'article N2 IV.</p>	<p><u>IV</u> Bien que la superficie de 100 m² soit dépassée sur la parcelle Nx, l'ensemble du matériel étant mobile et ne fonctionnant que 6 mois par an, il est tout à fait possible de concasser et criblé sur la zone Nx.</p> <p>Le projet est donc conforme à cet article au niveau de la zone Nx.</p>
Article N2 - Occupations ou utilisations du sol soumises à des conditions particulières	<p>Dans le périmètre d'étude du PPRN affiché aux documents graphiques, les constructions et installations devront respecter les prescriptions et recommandations du PPRN annexé au PLU. En dehors du périmètre étudié par le PPR, une étude de risques pourra être exigée, en l'application de l'article R111-2 du code de l'urbanisme.</p> <p>Dans les zones Nx, les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont admises que si elles respectent les conditions ci-après :</p> <p>IV.1 Les constructions, extensions et aménagements doivent répondre aux besoins de fonctionnement des constructions existantes et autorisées.</p> <p>IV.2 - Les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont autorisées que si elles respectent les conditions ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2.1 - Pour les aires de stockage : <ul style="list-style-type: none"> o Les aires de stockage de matériaux inertes. o Les affouillements et exhaussements de sol à condition d'être liés à un usage autorisé. o Les plateformes couvertes à condition de servir de dépôt de matières organiques (plaquettes bois, fumier) - 2.2 - Pour les gravières <ul style="list-style-type: none"> o Les aires de stockage de matériaux inertes o Les affouillements et exhaussements de sol à condition d'être liés à un usage autorisé. o Les installations de lavage, criblage et concassage de matériaux dont l'activité est autorisée 	<p><u>IV</u> Bien que la superficie de 100 m² soit dépassée sur la parcelle Nx, l'ensemble du matériel étant mobile et ne fonctionnant que 6 mois par an, il est tout à fait possible de concasser et criblé sur la zone Nx.</p> <p>Le projet est donc conforme à cet article au niveau de la zone Nx.</p>

Prescriptions réglementaires applicables au zonage Nx et Ne		Position de Bruno TP vis-à-vis de ses activités
	La législation sur l'urbanisme assimile les remblais à des exhaussements du sol. A cet égard, l'article R. 421-23 du code de l'urbanisme dispose que les exhaussements du sol sont soumis à déclaration préalable dès lors qu'ils présentent une hauteur supérieure à 2 m et une superficie supérieure à 100 m².	

Prescriptions réglementaires applicables au zonage Nx et Ne		Position de Bruno TP vis-à-vis de ses activités
Article N3 - accès et voirie	<p>3.0 - Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à sa destination, ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie et des véhicules des services publics (ramassage des ordures ménagères, déneigement,).</p> <p>3.1 - Les accès et voiries doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique ; en tout état de cause, le raccordement d'un accès privé à une voie publique sera soumis à l'appréciation du gestionnaire de la voirie concernée.</p> <p>3.2 - Les sentiers existants devront être préservés et libre d'accès. En cas de création de nouveaux sentiers piétonniers, ils auront une largeur minimale de 1,00 m.</p>	<p>3.0 Un ouvrage a été aménagé pour accéder à la plateforme depuis la D902 (établis avec la DDT). L'installation dispose ainsi d'un accès pour permettre le passage des poids lourds vers la plateforme.</p> <p>3.1 L'accès au pompier est disponible depuis l'unique accès au site.</p> <p>3.2 Sans objet.</p> <p>Les premières habitations sont localisées à environ 234m au sud-est et 381m au sud-ouest des zones de stockage.</p> <p>Le projet est donc conforme à cet article.</p>

	Prescriptions réglementaires applicables au zonage Nx et Ne	Position de Bruno TP vis-à-vis de ses activités
Article N4 - Desserte par les réseaux	<p>4.1 - Eau Potable Toute construction à usage d'habitation ou d'activité, hors chalet d'alpage ou d'estive, doit être raccordée au réseau public d'eau potable. En l'absence de réseau public, l'alimentation en eau pourra être assurée par un réseau ou une source privée, suivant les dispositions fixées par la réglementation en vigueur.</p> <p>4.2- Assainissement 4.2.1 - Eaux usées Toute construction nouvelle raccordée à l'eau potable doit être raccordée au réseau public d'assainissement. Toutes les obligations réglementaires vis-à-vis du gestionnaire de ce réseau doivent être satisfaites. En l'absence de réseau ou en attente de celui-ci, il est admis un dispositif d'assainissement individuel, conçu de façon à pouvoir être mis hors circuit, et conforme aux dispositions du règlement sanitaire départemental. La construction doit pouvoir être directement raccordée au réseau public d'assainissement lorsque celui-ci sera réalisé. L'évacuation des effluents agricoles est interdite dans le réseau public d'assainissement. Le dispositif doit être conçu de façon à pouvoir être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau quand celui-ci sera réalisé. L'évacuation des eaux usées non traitées est interdite dans les cours d'eaux et les zones humides.</p> <p>4.2.2 - Eaux pluviales La gestion des eaux pluviales devra être assurée à l'échelle du projet. Sauf impossibilité, les eaux pluviales doivent être infiltrées à partir de différents dispositifs tels que fossés végétalisés, noues, bassin de décantation, puits d'infiltration, etc., qui assureront l'évacuation des eaux pluviales.</p> <p>Particularité du secteur Ne Ces secteurs pourront seulement accepter les apports d'eaux claires et rejets après épuration, conformes aux normes en vigueur, issus du bassin versant.</p>	<p>4.1 Le site sera alimenté en eau de ville et sera raccordé au réseau public d'eau potable.</p> <p>4.2.1 Les eaux usées, issues des sanitaires, sont rejetées à une fosse septique qui est vidangée et dont les eaux sont transportées vers la STEP de Bourg-Saint-Maurice. Les eaux dites « sales » issues de la zone dédiée au lave-roue rejoignent directement le bassin de décantation au sud du site. Ce bassin est ensuite curé une fois sa limite atteinte, puis les eaux sont infiltrées dans les massifs de matériaux. Aucun rejet dans le milieu naturel ne sera effectué. Le site ne génère aucun rejet d'eau industrielle.</p> <p>4.2.2 Aucun rejet dans le milieu naturel. Les eaux pluviales ruisselant au niveau :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De la toiture des bungalows, non susceptibles d'être polluées. - Des zones de stockages de matériaux. <p>Les eaux rejoignent directement le bassin de décantation au sud du site. Toutefois, il est à noter que les eaux pluviales de la plateforme s'infiltrant directement dans le sol, puisque ce dernier n'est pas imperméabilisé.</p> <p>Le projet est donc conforme à cet article.</p>

Prescriptions réglementaires applicables au zonage Nx et Ne		Position de Bruno TP vis-à-vis de ses activités
Article N6 - Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques	<p>6.0- Généralités</p> <p>Les règles d'implantation mentionnées s'appliquent à l'ensemble des emprises et voies publiques et aux voies privées ouvertes à la circulation automobile, existantes ou futures.</p> <p>Les débords de toiture, balcons et escaliers, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article, excepté lorsqu'ils sont susceptibles de créer une gêne ou de porter atteinte à la sécurité de la circulation.</p> <p>Ces dispositions ne s'appliquent pas pour les équipements publics, les constructions et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif.</p> <p>6.1- Règles</p> <p>Les constructions y compris les annexes doivent respecter un recul minimum de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 10,00 m par rapport à l'axe des routes départementales et communales. - 2,50 m par rapport aux limites des emprises des chemins ruraux existants ou à créer. <p>Pour les garages, il est exigé un recul minimum de 2,50m par rapport aux limites des emprises de toutes les voies communales et chemins ruraux, et de 10 m de l'axe des voies départementales.</p> <p>6.2 - Cas particuliers</p> <p>6.2.1 - Travaux sur les constructions existantes</p> <p>Des implantations différentes que celles définies ci-dessus sont autorisées en cas de travaux de reconstruction, rénovation ou extension et dans la mesure où il n'y a pas aggravation de la non-conformité avec le PLU.</p> <p>6.2.2 - Autres cas</p> <p>L'implantation jusqu'en limite des emprises publiques et des voies existantes, à modifier ou à créer, est autorisée dans le cas d'ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif.</p>	<p>Non concerné.</p> <p>L'ensemble du matériel sera mobile et les activités ne fonctionneront que 6 mois par an. Aucune construction n'est à prévoir sur le site.</p>

Prescriptions réglementaires applicables au zonage Nx et Ne		Position de Bruno TP vis-à-vis de ses activités
Article N7 - Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives	<p>7.0 - Généralités</p> <p>Les débords de toiture par rapport au nu de la façade ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article, excepté pour l'implantation en limite de propriété voisine des annexes à une construction.</p> <p>7.1 - Règles générales</p> <p>7.1.1 - La distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au minimum de 2,00 m.</p> <p>7.1.2 - Les annexes et les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif, peuvent être établis en limite de propriété.</p> <p>7.2 - Cas particuliers</p> <p>7.2.1 - Des implantations différentes que celles définies ci-dessus sont autorisées en cas de travaux sur le bâti existant et dans la mesure où il n'y a pas aggravation de la non-conformité avec le PLU.</p> <p>7.2.2 - Les rives naturelles des ruisseaux et canaux repérés au plan de zonage doivent être maintenus en espaces libres de toute construction et de tout remblai sur une largeur minimale de 10 m par rapport à l'axe des cours d'eau, sauf secteurs réglementés par le PPRN. Ces dispositions ne concernent pas les ouvrages d'infrastructure franchissant les cours d'eau.</p> <p>Ce recul peut éventuellement être réduit à 4,00 m pour des cas particuliers dans lesquels une étude démontre l'absence de risques d'érosion, d'embâcle et de débordement.</p>	<p>Non concerné.</p> <p>L'ensemble du matériel sera mobile et les activités ne fonctionneront que 6 mois par an. Aucune construction n'est à prévoir sur le site.</p>
Article N8 - Implantation des constructions les unes par rapport aux autres	L'implantation des constructions les unes par rapport aux autres n'est pas réglementée.	Sans objet.
Article N9 - Emprise au sol	Le coefficient d'emprise au sol n'est pas réglementé, sous réserve des dispositions édictées par l'article N2.	Voir article N2.
Article N10 - Hauteur des constructions	<p>10.0 - Généralités</p> <p>10.0.1 - Les dispositions ci-dessous ne s'appliquent pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou</p>	Non concerné.

Prescriptions réglementaires applicables au zonage Nx et Ne		Position de Bruno TP vis-à-vis de ses activités
	<p>d'intérêt général, ni aux éléments techniques des constructions autorisées (tels que cheminées, locaux d'ascenseur, dispositifs nécessaires à l'utilisation des énergies renouvelables tels que les capteurs d'énergie solaire...) sous réserve du respect des dispositions de l'article 11.</p> <p>10.0.2 - La hauteur est définie comme la différence de niveau entre le faitage et le terrain naturel avant travaux à son aplomb. à l'exception des superstructures nécessaires au fonctionnement des constructions telles que souches de cheminée, machinerie d'ascenseur...</p> <p>10.1 - Hauteur maximale</p> <p>10.1.1 - En zones N, Ne :</p> <p>La hauteur maximale des constructions et des garages est fixée à 6,00 m. Pour les secteurs indicés « s », la hauteur maximale pourra être portée à 12,00 m. Cette hauteur sera de 6,00 m dans le cas de toiture-terrasse.</p> <p>10.2 - Cas particuliers</p> <p>10.2.1 - Pour les constructions repérées comme chalet d'alpages la hauteur sera identique à la hauteur préexistante.</p> <p>10.2.2 - Lorsque par son gabarit ou son implantation, un immeuble bâti existant n'est pas conforme avec les règles ci-dessus, le permis de construire ou la déclaration ne pourra être accordée que pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer la conformité de l'implantation ou du gabarit de cet immeuble avec ces prescriptions, ou pour des travaux qui sont sans effet sur l'implantation ou le gabarit de l'immeuble. En cas de reconstruction, la hauteur pourra atteindre la hauteur initiale du précédent bâtiment.</p>	<p>L'ensemble du matériel sera mobile et les activités ne fonctionneront que 6 mois par an. Aucune construction n'est à prévoir sur le site.</p> <p>Le point le plus haut du projet sera donc les deux bungalows accolés côte à côte, culminant à 3m de hauteur.</p>
Article N11 - Aspect extérieur	<p>11.0 - Généralités</p> <p>Conformément à l'article R.111-27 et suivants du Code de l'Urbanisme, les divers modes d'occupation et utilisation du sol ne doivent pas par leur aspect extérieur porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages naturels ou urbains.</p> <p>Ils respecteront les principes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elles présenteront une simplicité de volume et une disposition harmonieuse des ouvertures. 	<p>11.0 Non concerné.</p> <p>L'ensemble du matériel sera mobile et les activités ne fonctionneront que 6 mois par an. Aucune construction n'est à prévoir sur le site.</p> <p>11.1 L'installation fonctionne sur une période unique inférieure ou égale à 6 mois.</p> <p>Les matériaux utilisés pour les bungalows ont été choisis pour assurer une bonne intégration paysagère. Le point le plus haut du projet sera donc les deux bungalows accolés côte à côte, culminant à 6m de hauteur.</p>

Prescriptions réglementaires applicables au zonage Nx et Ne	Position de Bruno TP vis-à-vis de ses activités
<ul style="list-style-type: none"> - Les annexes et extensions, lorsqu'elles sont autorisées, seront réalisées afin de former un ensemble cohérent et harmonieux (coloris et matériaux) avec le ou les bâtiments principaux. - Les constructions par leur composition et leur accès doivent s'adapter au terrain naturel, sans modification importante des pentes de celui-ci. <p>En cas de reconstruction, rénovation ou aménagement d'une construction existante, on pourra conserver les caractéristiques architecturales existantes.</p> <p>Des modifications ayant pour but d'améliorer l'intégration de la construction à son environnement et son adaptation au terrain pourront être exigées pour l'obtention du permis de construire. Tout projet qui n'aboutirait pas à une bonne intégration pourra être refusé.</p> <p>L'utilisation de matériaux renouvelables ou de matériaux ou procédés de construction permettant d'éviter l'émission de gaz à effet de serre, l'installation de dispositifs favorisant la retenue des eaux pluviales ou la production d'énergie renouvelable correspondant aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernés doivent être intégrés à la composition architecturale d'ensemble (façades, toitures).</p> <p>L'ensemble des dispositions ci-après ne s'applique pas aux couvertures de piscine et aux chalets nécessaires au fonctionnement du domaine skiable.</p> <p>11.1 - Traitement des abords</p> <p>11.1.1 - La construction s'adaptera au terrain et non l'inverse. Son implantation tiendra compte de la topographie et du niveau de la voie de desserte afin de ne pas nécessiter d'importants terrassements et la réalisation d'importantes plateformes tant pour la construction que pour les accès.</p> <p>11.1.2 - Les affouillements et exhaussements de sols liés à l'implantation des constructions, ainsi que de leurs annexes, doivent être réduits au minimum nécessaire à l'adaptation de la construction et des aménagements des abords au terrain naturel.</p> <p>Les talus devront se rapprocher des formes naturelles.</p>	<p>Les voiries et les abords des surfaces de stockage subissent régulièrement des opérations de nettoyage et balayage du site. L'ensemble du site sera maintenu propre et entretenu.</p> <p>11.2 Non concerné.</p> <p>11.3 Le projet respectera ces prescriptions au niveau des bungalows.</p> <p>11.4 Le projet respectera ces prescriptions.</p> <p>11.5 Non concerné.</p>

Prescriptions réglementaires applicables au zonage Nx et Ne		Position de Bruno TP vis-à-vis de ses activités
	<p>Tout ouvrage de soutènement devra faire l'objet d'une intégration paysagère.</p> <p>11.1.3 - Les aires de stockage sont admises dans la mesure où elles sont liées à une activité artisanale ou commerciale et qu'elles soient dissimulées aux vues des tiers, par des aménagements de qualité.</p> <p>11.1.4 - Les locaux et installations techniques, nécessaires au fonctionnement des réseaux, doivent être intégrés aux constructions. En cas d'impossibilité technique justifiée, ils doivent être intégrés à la composition générale du projet.</p> <p>11.2 Aspect des façades</p> <p>En cas de reconstruction, rénovation ou aménagement d'une construction existante, on pourra conserver les caractéristiques architecturales existantes.</p> <p>11.3 Aspects des toitures</p> <p>11.3.1 - Toiture des bâtiments d'exploitations</p> <p>Les toitures seront à deux pans minimum, sauf en cas d'extension et de structures démontables (serres). Les toitures indépendantes à un seul pan sont interdites. Les pentes devront être comprises entre 35 et 45%.</p> <p>Les tunnels sont autorisés à titre provisoire et ne devront pas dépasser 100 m².</p> <p>Les matériaux de couverture doivent être d'une seule teinte, d'aspect lauze ou bac acier et tôle pré laquée de couleur gris graphite, sauf en cas de toiture végétalisée.</p> <p>Les toitures devront maintenir la neige sur les toits (installation de type arrêts de neige...).</p> <p>11.4 - Aspect des clôtures</p> <p>En zone Ne et dans les secteurs de corridors écologiques, les clôtures devront permettre la libre circulation de la faune. Elles seront amovibles lorsqu'elles sont implantées à moins de 2,00 m d'une voie ou de mur de soutènement.</p> <p>11.5 - Paraboles et antennes</p>	
Article N12 - Stationnement de véhicules	Le stationnement des véhicules et des deux-roues, correspondant aux besoins des occupations ou utilisations du sol, doit être assuré en dehors des emprises publiques et des voies publiques ou de desserte collective.	L'installation fonctionnera sur la base de 3 salariés à temps plein 6 mois par an. Le nombre de camion peut varier de 5 à 20 par jours sur une durée inférieure à 6 mois.

Prescriptions réglementaires applicables au zonage Nx et Ne		Position de Bruno TP vis-à-vis de ses activités
	<p>Les places de stationnement peuvent être situées à l'intérieur ou à l'extérieur des constructions principales, sauf en cas de précisions apportées ci-après.</p> <p>La règle applicable aux constructions et établissements non prévus ci-dessous est celle prévue pour les cas auxquels ils sont le plus directement assimilables.</p>	
Article N13 - L	<p>Les espaces libres autour des constructions doivent faire l'objet d'un traitement paysager soigner intégrant à la fois l'aménagement des espaces verts et l'aménagement des accès et des aires de stationnement.</p> <p>Les plantations d'arbres ou d'arbustes devront favoriser l'intégration des installations. Le choix des essences, leur mode de groupement et leur taille prendront en compte les caractéristiques du paysage local.</p>	Une haie d'arbres est localisée le long de la D902 permettant l'intégration des installations du site et crée un écran végétal.
Article N15 - Obligations en matière de performances énergétique et environnementales	Les constructions doivent prendre en compte la réglementation en vigueur.	<p>Non concerné.</p> <p>L'ensemble du matériel sera mobile et les activités ne fonctionneront que 6 mois par an. Aucune construction n'est à prévoir sur le site.</p>
Article N16 - Obligation en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques	Toute construction nouvelle, installations nouvelles, ou aménagement pour la rénovation ou le changement de destination doit donner lieu à la mise en place d'infrastructures numériques (fourreau...) adaptées au raccordement aux réseaux, existants ou à venir, de desserte en services de communication électronique haut et très haut débit.	<p>Non concerné.</p> <p>L'ensemble du matériel sera mobile et les activités ne fonctionneront que 6 mois par an. Aucune construction n'est à prévoir sur le site.</p>

III. SERVITUDES D'UTILITES PUBLIQUES

Les lignes électriques passant à proximité de la plateforme, environ 227m au sud, sont indiquées sur la figure ci-dessous.



Figure 2. Lignes électriques à haute tension à proximité du site
Absence de servitude liée à la canalisation et ligne électrique au droit du site.

IV. PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE (PADD)

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables expose les actions que la commune de Sainte-Foy-Tarentaise souhaite mettre en œuvre afin de promouvoir un développement maîtrisé de son territoire, dans un esprit d'affirmation de l'identité communale, de mixité urbaine et sociale, cohérente avec l'exigence de préservation des grands équilibres environnementaux.

Commune de montagne, Sainte-Foy-Tarentaise se situe dans le massif de tarentaise. Sa localisation géographique à proximité de grands pôles touristiques et l'image véhiculée de la vallée, lui confère un rayonnement international. Son développement est basé essentiellement sur le tourisme familial, qui est le moteur de la croissance démographique et de l'emploi. Sainte Foy Tarentaise est une station encore en développement et doit pouvoir mûrir pour se positionner en complémentarité des stations voisines. L'attraction de la commune repose aujourd'hui sur :

- Une ambiance, un patrimoine et une dynamique urbaine,
- Un domaine skiable de renom adapté aux familles,
- Une capacité d'accueil touristique conséquente mais insuffisamment diversifiée et essentiellement occupée par des lits non marchands
- Des paysages et des espaces de qualité.

Toutefois le diagnostic a montré que le modèle communal nécessite d'être adapté car il engendre des dysfonctionnements pénalisants, marqués par :

- Le départ d'habitants permanents ne pouvant se loger sur le territoire communal au regard du coût du foncier ;
- Le changement de destination de nombreuses résidences principales en résidences secondaires et le vieillissement du parc d'hébergements, notamment au niveau des hôtels et copropriétés les plus anciens ;
- Un étalement de l'urbanisation engendrant un morcellement des tenements agricoles

Face à cette situation, Sainte-Foy-Tarentaise souhaite, notamment à travers l'élaboration de son PLU, affirmer son identité communale en offrant aux habitants des services et un cadre de vie préservé, tout en accompagnant un développement équilibré de sa station. L'augmentation maîtrisée de sa capacité d'hébergements marchands et l'amélioration apportée à la qualité de son environnement permettront notamment de proposer un produit touristique adapté à une nouvelle clientèle qui ne se contente plus aujourd'hui d'un domaine skiable.

Dans un souci d'économie de l'espace, la réflexion sur le développement du territoire a été menée en favorisant la densification et en limitant les extensions urbaines. Cette volonté se traduit dans le PLU de la commune de Sainte-Foy-Tarentaise par une maîtrise des secteurs ouverts à l'urbanisation en périphérie des pôles de centralité, par la densification mesurée de certaines zones urbaines, ainsi que par des projets permettant une maîtrise de l'urbanisation et de requalification des espaces.

Cette croissance et cette attractivité posent la question du maintien de l'identité « rurale » communale et de l'intégration des nouveaux habitants. Face à ces questionnements, Sainte Foy Tarentaise souhaite, notamment à travers l'élaboration de son PLU, affirmer son identité communale en offrant aux habitants des services et un cadre de vie préservé, tout en accompagnant un développement équilibré de ses activités économiques, de loisirs et de services.

Dans ce cadre, le PADD, qui apporte une vision prospective et transversale des différentes politiques territoriales, se décline en trois axes :

- Favoriser un mode de gestion durable de l'espace et préserver la qualité du cadre de vie.
- Affirmer l'organisation communale en village et hameaux pour relancer la croissance démographique.
- Développer et pérenniser les activités et services structurants le dynamisme communal.

Le projet n'entre par ailleurs pas en contradiction avec les objectifs développés dans le PADD de la commune. Ainsi, le projet est conforme avec le PADD de la commune de Sainte-Foy-Tarentaise et participe aux développements des activités et services structurants le dynamisme communal.

V. ORIENTATION D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

Les orientations d'aménagement et de programmation sont relatives à des secteurs à mettre en valeur, à réhabiliter, à restructurer ou à aménager. Elles doivent être en cohérence avec le PADD, prévoir les actions et opérations d'aménagement à mettre en œuvre pour :

- Mettre en valeur l'environnement, les paysages, les entrées de ville et le patrimoine.
- Lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune.

En cohérence avec le PADD du PLU de Sainte Foy Tarentaise, les orientations d'aménagement et de programmation précisent en fonction des secteurs concernés :

- La qualité de l'insertion architecturale, urbaine et paysagère ;
- La mixité fonctionnelle et sociale ;
- La qualité environnementale et la prévention des risques ;
- Les besoins en matière de stationnement ;
- La desserte par les transports en commun ;
- La desserte des terrains par les voies et réseaux.

Ces OAP comportent un schéma d'aménagement qui précise les principales caractéristiques d'organisation spatiale du secteur. De plus, ces orientations permettent d'organiser les développements à venir sans pour autant figer les aménagements.

Le projet n'entre pas en contradiction avec les orientations d'aménagement et de programmation.

VI. PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES (PPRN)

La commune de Sainte-Foy-Tarentaise est concernée par le Plan de Prévention des Risques Naturels (approuvé le 09/12/2003 et révisé le 14/01/2008). D'après la carte ci-dessous, le site serait situé en zones non constructibles. Cependant, aucune construction de bâtiment n'est prévue sur le site, le matériel sera mobile et la plateforme ne fonctionnera que 6 mois par an.



Figure 3. Carte de zonage présentant la localisation du site sur le périmètre du PPRn

La PPRN de la commune de Sainte-Foy-Tarentaise comprend un volet multi-aléas montagne et un volet inondation. Situé en zone 02, le site est concerné par un risque inondation (voir figure ci-dessous). Les risques à prendre en compte sur la zone 02 concernent l'inondation et la crue torrentielle.

Cette zone porte sur les zones déjà urbanisées où il convient de stopper les nouvelles implantations humaines pour au moins l'une des raisons suivantes :

- Elles sont exposées à des aléas d'inondation forts en raison de l'intensité des paramètres physiques (hauteur d'eau, vitesse du courant) et pour lesquels, quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut être garantie.
- Elles sont exposées à des aléas moyens ou faibles, mais la densification de l'urbanisation reviendrait à aggraver les risques à l'amont ou à l'aval, et notamment dans les zones déjà fortement exposées.
- Elles font partie de champs d'expansion des crues utiles à la régulation des crues au bénéfice des zones aval.

- Elles constituent autant de possibilité d'écoulement pour les crues d'intensité supérieure à la crue de référence.

Cette zone interdit :

- Les aménagements légers de loisirs.
- Le stationnement des caravanes durant plus de 15 jours.
- Les nouvelles aires de stationnement et leur extension.
- Les remblais de toute nature (sauf à dire d'expert hydraulique).
- Les dépôts et stockage de matériaux polluants, putrescibles ou flottants (bois, pneus, dépôt de fumier...) à une côte inférieure à la côte des eaux correspondants à la crue centennale.
- L'édification de digues, sauf protection de lieux déjà urbanisés. Cette disposition n'autorise pas de nouvelles constructions.

Néanmoins, sont autorisés :

- Les aménagements à vocation sportive ou de loisir préservant et supportant cette inondabilité, ne générant ni remblais, ni obstacle, (activités liées à la pratique du sport : canoë, ski de fond, sentiers de promenade, parcours de santé, toilettes publiques...).
- Les locaux techniques de services publics ou d'intérêts général (répartiteur et armoire PTT, transformateur EDF sous réserve de mise en œuvre de dispositifs techniques appropriés en cas d'inondation).
- Les infrastructures de transport transparentes à la crue ne générant ni remblais, ni obstacles.
- Les travaux et aménagements destinés à réduire les risques à l'échelle du bassin versant.
- Les ouvrages, aménagements et travaux hydrauliques légèrement autorisés.
- Les clôtures sous réserve qu'elles ne constituent un obstacle aux écoulements et qu'elles présentent une perméabilité supérieure ou égale à 50%. La perméabilité est définie comme le rapport de la surface libre (vide) à la surface totale. Les haies continues implantées parallèlement aux sens principales du courant pourront être autorisées ; toute autre implantation sera autorisée sous réserve d'une discontinuité plein/vide égale à 50%. Les murets d'assises sont autorisés sous réserve qu'ils soient d'une hauteur maximum égale à 0,20 m.

Bien que les remblais de toute nature soient interdits sur la zone du projet, les matériels étant mobiles et pas de nature polluants ou putrescibles (uniquement des matériaux inertes), il est possible de stocker des matériaux inertes sur le site. Il est également important de préciser que les parcelles du site ont toujours été en activité notamment par la société « Giachino carrières », activité autorisée en 1993 (concassage de matériaux de la rivière) sur la parcelle A2557.

De plus, suite à un échange entre la mairie de Sainte-Foy-Tarentaise et le Département Départementale des Territoires de Savoie, ce dernier confirme la compatibilité du projet aux prescriptions du PPRN (voir annexe 2 du présent document).

Le site est donc compatible avec les prescriptions du plan de prévention des risques naturels.

**ANNEXE 1. COURRIER D'ACCEPTATION DE LA MAIRIE DE SAINTE
FOY TARENTEISE PAR RAPPORT A LA COMPATIBILITE DES
ACTIVITES DU SITE AVEC L'AFFECTATION DES SOLS PREVUES
PAR LE PLU**

Le 23 Juin 2023

M. Bruno DECREMPS
Viclaire
73640 SAINTE-FOY TARENDAISE

N/REF: YA/JB/JUI23
OBJET : Votre demande.

Monsieur,

En réponse à votre demande, je vous informe que la Commune de Sainte-Foy Tarentaise ne possède aucun réseau d'eau potable, ni d'assainissement, dans les environs du terrain qui nous vous louons au Champet.

En outre, je vous confirme que l'activité de stockage et concassage de matériaux que vous exercez en ce site est bien conforme à ce qui était souhaité par les élus lors de l'établissement du règlement du PLU pour la zone Nx.

Espérant avoir répondu à vos attentes, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes meilleures salutations.

Le Maire
Yannick AMET



**ANNEXE 2. COURIEL DE CONFIRMATION DE LA DDT DE SAVOIE
SUR SA POSITION CONCERNANT LA COMPATIBILITE DU
PROJET AVEC LES PRESCRIPTIONS DU PPRN**

[<claire.cormier@savoie.gouv.fr>](mailto:claire.cormier@savoie.gouv.fr)

Objet : Re: [INTERNET] Avis sur PPRn en place

Bonjour,

Je vous confirme que le changement de propriétaire n'est pas réglementé par le PPRn.

Cordialement

Paul ALLÈGRE

DDT de Savoie - Service sécurité et risques

Adjoint au chef de service

Chef de l'unité risques et urbanisme

1 rue de Cevennes

BP1106

73011 CHAMBERY CEDEX

tel : 04 79 71 72 82

Rencontre à la DDT73 uniquement sur rendez-vous

Le 10/08/2023 à 09:27, > urbanisme (par Internet) a écrit :

Bonjour,

Dans le cadre d'une procédure, nous avons besoin de connaître votre position sur une compatibilité entre une exploitation existante et le PPRn en place.

Au niveau du Champet (parcelles A 2162, 2168, 2165, 2171), zone i01 du PPRn, une exploitation de stockage et concassage de matériaux pour les travaux publics, voir gravière à une époque, est existante depuis de nombreuses années et largement antérieure à la mise en place du PPRn. Aucune construction n'est prévue sur le tènement. La Commune a établi un bail avec une deuxième société sur la même emprise foncière afin d'optimiser l'exploitation du site devant le manque important d'espaces pour ce type d'activité.

Il n'y a donc pas de changement du type d'exploitation sur ce site et la Commune a considéré que le PPRn ne s'appliquait pas sur une exploitation déjà existante.

Confortez-vous cette position ?

Dans l'attente de votre retour.

Cordialement,

Jean BORREL

Service urbanisme/foncier

Fixe : 04.79.06.90.53 / GSM : 06.29.78.05.88

urbanisme@saintefoy-tarentaise.fr

<https://www.saintefoy-tarentaise.fr/>

